



LE MERCREDI 13 FÉVRIER

AINSI QUE LES MERCREDIS SUIVANTS PUIS LE MARDI 12 MARS, MOBILISONS-NOUS POUR OBTENIR LE RETRAIT DU PROJET DE HAUSSE DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR LES ÉTUDIANT.E.S ÉTRANGER.E.S EXTRACOMMUNAUTAIRES !

Conformément à l'appel du 18 janvier, les organisations signataires appellent :

- **À SIGNER LA PETITION** qui dépasse déjà les 300000 signataires : <https://www.change.org/p/non-à-l-augmentation-des-frais-d-inscription-pour-les-étudiant-e-s-étranger-e-s> ;
- **À SE MOBILISER LE MERCREDI 13 FEVRIER AINSI QUE LES MERCREDIS SUIVANTS** (assemblées générales, rassemblements, manifestations) pour obtenir l'engagement de la non application de ce projet par leur établissement et pour porter cette revendication auprès des rectorats ;
- **À UN RASSEMBLEMENT NATIONAL LE 12 MARS, A 9H30, DEVANT LE MINISTERE** de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI), à l'occasion du débat sur ce sujet au Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) pour obtenir satisfaction. ■

Le 5 février 2019

APPEL DU 18 JANVIER

Le Premier ministre a annoncé, le 19 novembre 2018, une hausse des frais d'inscription pour les étudiant.e.s étranger.e.s extra-communautaires. Ces frais s'élèveraient dès la rentrée 2019 à 2770 € en licence et à 3770 € en master et en doctorat.

Cette augmentation mettrait en difficulté financière les étudiant.e.s étranger.e.s parmi les plus précaires et risquerait de faire renoncer nombre d'entre eux/elles à leur projet d'études en France. Les conséquences, pour nos formations et nos laboratoires de recherche, seraient désastreuses. C'est une attaque contre les valeurs humanistes et universalistes de l'université française. C'est une attaque contre la recherche publique, qui accueille un tiers de doctorants d'origine extra-communautaire. Pourtant leur accueil contribue à la production scientifique de nos laboratoires et enrichit nos échanges internationaux.

En outre, les organisations signataires craignent que cette mesure conduise à une hausse généralisée des frais pour l'ensemble des étudiant.e.s en France. Elles défendent un modèle d'université gratuite, ouverte à toutes et à tous sans différenciation de nationalité ou d'origine géographique.

Les organisations syndicales signataires appellent à soutenir et à s'inscrire dans toutes les initiatives de mobilisations syndicales nationales et locales (assemblées générales, motions, délégations, colloques, rassemblements, manifestations, ...) à partir de ce jour et ce jusqu'au retrait de ce projet.

Signataires : A&I-UNSA, CGT-FERCsup, CGT-INRA, Confédération des Jeunes Chercheurs, FAGE, FCPE, FO-ESR, SGEN-CFDT, SGEN-CFDT recherche EPST, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNEP-FSU, SNESUP-FSU, Snpfes, SNTRS-CGT, Solidaire-Étudiants, SUD Education, SUD recherche EPST, UNEF. UNSA ITRF-BI-O